



BULLETIN D'INFORMATION

Service « Information et Presse », 18, rue Aldringer, Luxembourg

N° 3 (4^{me} année).

Luxembourg, le 31 mars 1948

Mémorial (mois de mars)

Ministère des Finances.

Un arrêté ministériel du 28 février 1948 détermine les conditions d'émission d'une quatrième tranche de l'emprunt de 750 millions de francs autorisé par la loi du 1^{er} février 1946.

Un arrêté ministériel du 11 mars 1948 a pour objet une majoration du droit d'accise sur les alcools et autres liquides alcooliques (Benelux).

Un arrêté ministériel du même jour a pour objet une majoration provisoire du droit d'accise sur les alcools de provenance étrangère (Benelux).

Le Budget de l'exercice 1948 a été arrêté par la loi du 22 mars 1948 en recettes à la somme de 3.554.972.000 francs, soit: recettes ordinaires 1.647.224.000 francs et recettes extraordinaires 1.907.748.000 francs, et en dépenses à la somme de 3.960.178.095 francs, soit: dépenses ordinaires 1.605.637.485 francs, dépenses extraordinaires 1.664.540.610 francs et excédent de dépenses de 1947 690.000.000 francs.

Une loi du 22 mars 1948 règle l'assermement et l'investiture des agents chargés de constater les infractions à la législation sur le contrôle des changes.

Un arrêté ministériel du 25 février 1948 règle la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués (Benelux).

Un arrêté ministériel du 27 mars 1948 rend exécutoire dans le Grand-Duché de Luxembourg l'arrêté ministériel du 11 mars 1948 relatif au régime fiscal des alcools et des bières.

*

Ministère des Affaires Economiques.

Un arrêté du Gouvernement en Conseil du 5 mars 1948 a pour objet une majoration des allocations compensatoires.

Un arrêté ministériel du 20 mars 1948 a pour objet le dérationnement de la viande.

Un arrêté ministériel du même jour a pour objet le dérationnement de la crème de lait fraîche.

*

Ministère de l'Agriculture.

Un arrêté ministériel du 15 mars 1948 a pour objet: a) la création d'une marque nationale du beurre luxembourgeois, b) le contrôle officiel du beurre, c) la fabrication du beurre à domicile et d) le débit de lait de consommation.

Un arrêté ministériel du 18 mars 1948 règle l'exécution des expertises officielles du beurre.

Un arrêté ministériel du 17 mars 1948 a pour objet le contrôle sanitaire du bétail laitier.

SOMMAIRE:

| | Page |
|---|------|
| 1) Mémorial (mois de mars) | 29 |
| 2) Chambre des Députés (mois de mars) | 30 |
| 3) Le Pacte de Bruxelles | 31 |
| 4) Deux grandes Conférences à Luxembourg | 34 |
| 5) Accord culturel belgo-luxembourgeois | 35 |
| 6) La Reconstruction dans le domaine des Ponts et Chaussées | 35 |
| 7) La situation démographique du Grand-Duché de Luxembourg | 36 |

| | Page |
|---|------|
| 8) Cérémonie d'adieu au Cimetière militaire américain de Hamm | 37 |
| 9) Prix de littérature 1947 | 38 |
| 10) Pour la reconstruction de la Basilique d'Echternach | 38 |
| 11) Dans la Presse luxembourgeoise | 39 |
| 12) Nouvelles de la Cour | 39 |
| 13) Le Mois à Luxembourg | 39 |

Ministère de l'Education Nationale.

Un arrêté grand-ducal du 1^{er} mars 1948 introduit un nouveau programme des examens en droit.

Un arrêté ministériel du 27 février 1948 approuve un règlement provisoire relatif au stage en notariat.

*

Ministère de l'Intérieur.

Un arrêté grand-ducal du 23 mars 1948 dissout le Conseil communal de Rumelange.

Un arrêté ministériel du même jour a pour objet la convocation du collège électoral de la commune de Rumelange pour l'élection d'un nouveau conseil communal.

*

Ministère de la Justice.

Un arrêté grand-ducal du 22 mars 1948 modifie la procédure à suivre pour les actions en

déchéance de la qualité de Luxembourgeois prévues par l'art. 28 de la loi du 9 mars 1940 sur l'indigénat luxembourgeois.

*

Ministère des Transports.

Un arrêté grand-ducal du 3 mars 1948 supprime le service ferroviaire sur les lignes de Grundhof à Beaufort, de Cruchten à Larochette et de Diekirch à Vianden et le remplace par un service d'autobus et de camions.

*

Ministère des Travaux Publics.

Le « Mémorial » du 15 mars 1948 publie le nouveau cahier général des charges relatif aux fournitures et travaux pour la réalisation desquels il est fait appel à des fonds ou à des crédits publics.

Chambre des Députés (mois de mars)

2 mars: Réunion des trois sections de la Chambre et de la commission spéciale du projet de loi concernant l'indemnisation des dommages de guerre.

4 mars: Réunion de la commission spéciale pour l'indemnisation des dommages de guerre.

9 mars: Réunion de la commission spéciale pour l'indemnisation des dommages de guerre et de deux sections centrales.

11 mars: Réunion d'une section centrale.

17 mars: 22^e séance publique. — Projet de loi relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la convention civile internationale et à l'accord relatif au transit des services aériens internationaux établis le 7 décembre 1944 par la Conférence Internationale de l'Aviation civile réunie à Chicago. — Projet de loi relatif à l'assermentation et à l'investiture des agents chargés de constater les infractions à la législation sur le contrôle des changes. — Projet de loi concernant l'assainissement des chemins de fer luxembourgeois ainsi que l'allocation de suppléments de rémunération aux agents et retraités des chemins de fer luxembourgeois. — Projet de loi concernant le Budget des Recettes et des Dépenses de l'Etat pour l'année 1948. Seconde lecture. Vote des articles amendés et vote sur l'ensemble. — Interpellation de l'hon. M. Clement sur les après-midi libres dans les écoles primaires. — Interpellation

de l'hon. M. Simon au sujet de l'augmentation des droits d'accises sur la bière et les alcools, augmentation décrétée par le Gouvernement belge en date du 12 mars 1948.

Réunion d'une section centrale.

18 mars: 23^e séance publique. — Dépôt du texte du traité conclu entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. — Projet de loi portant modification de l'art. 148-2 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Discussion générale, discussion des articles, vote sur l'ensemble et dispense du second vote. — Projet de loi portant modification des articles 8 et 9 du Code pénal. Discussion générale, discussion des articles, vote sur l'ensemble et dispense du second vote. — Projet de loi concernant le Budget des Recettes et des Dépenses de l'Etat pour l'exercice 1948. Vote sur les motions présentées à l'occasion de la discussion du projet de budget en première lecture. Continuation de la discussion des articles de l'enseignement.

Réunion de la Commission du Travail et de la 3^e section de la Chambre.

23 mars: Réunion de la commission spéciale pour l'indemnisation des dommages de guerre.

25 mars: Réunion de la commission spéciale pour l'indemnisation des dommages de guerre.

31 mars: Réunion de la Commission du Travail.

Le Pacte de Bruxelles

Les Conférences préliminaires.

Le 22 janvier 1948, M. Bevin, Ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne, a fait devant la Chambre des Communes un important discours sur la politique étrangère de son pays. Dans ce discours, le Ministre britannique a notamment déclaré qu'il jugeait le temps venu pour consolider l'Europe occidentale. En même temps il a annoncé que, d'accord avec le Gouvernement français, les ambassadeurs britanniques avaient eu pour instruction de proposer l'ouverture de conversations aux Gouvernements respectifs de Bruxelles, de La Haye et de Luxembourg.

Du 29 au 31 janvier, les Ministres belges, hollandais et luxembourgeois, réunis à Luxembourg pour la troisième conférence de Benelux, examinèrent les propositions de M. Bevin. Aux termes du communiqué final, ils « ont accueilli avec une vive satisfaction ces propositions », tout en demandant des précisions. A cette occasion, les Ministres ont défini les grandes lignes d'une attitude commune. (Voir « Bulletin d'Information », N° 1, 4^e année, page 7.)

Le 19 février, S. Exc. M. Joseph Bech, Ministre des Affaires Etrangères, reçut les représentants diplomatiques de la France et de la Grande-Bretagne, qui lui remirent un mémorandum de leurs Gouvernements concernant les propositions de M. Bevin. A cette occasion, M. Bech remit aux diplomates britannique et français la note sur l'attitude commune des pays de Benelux à l'égard des propositions franco-britanniques. Des démarches analogues furent faites le même jour à Bruxelles et à La Haye.

Le 29 février, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et S. Exc. M. Joseph Bech, Ministre des Affaires Etrangères, prirent part à une réunion des Premiers Ministres et Ministres des Affaires Etrangères des pays Benelux, qui se tenait à Bruxelles, à l'Ambassade des Pays-Bas. L'attitude commune des trois pays à l'égard de la proposition Bevin forma l'objet des entretiens.

Le 3 mars, les délégations des trois Etats de Benelux se réunirent au Ministère des Affaires Etrangères à Bruxelles sous la présidence de M. van Langenhove, pour examiner les questions concernant les négociations avec les Gouvernements britannique et français sur l'union et la consolidation de l'Europe occidentale. Conformément aux décisions prises par les trois Gouvernements au cours de la réunion des Premiers Ministres et Ministres des Affaires Etrangères, le 29 février, elles mirent au point les formules communes à présenter au cours des négociations.

La délégation néerlandaise était présidée par S. Exc. le Baron van Harinxma thoe Slooten, Ambassadeur à Bruxelles, et la délégation luxembourgeoise par S. Exc. M. Robert Als, Ministre à Bruxelles.

Les représentants diplomatiques de France, de Grande-Bretagne et des pays de Benelux, chargés de procéder à l'élaboration du pacte entre les cinq pays, se réunirent pour la première fois le 4 mars à Bruxelles. Cette réunion fut ouverte par M. Paul-Henri Spaak, Ministre des Affaires Etrangères de Belgique. M. van Langenhove en assumait la présidence. Au début de la réunion, les trois Etats de Benelux remirent un projet d'accord dont l'examen révéla une grande concordance entre les vues des cinq délégations sur les questions de principe de l'accord. Les propositions de Benelux furent transmises aux Gouvernements de Londres et de Paris.

Le 12 mars, les délégués purent terminer leurs travaux. Le projet de traité élaboré par eux fut soumis à l'approbation des cinq Gouvernements.

Le pacte fut signé au Palais des Académies à Bruxelles par les Ministres des Affaires Etrangères des cinq pays, le 17 mars, à 17 heures 10.

La cérémonie de la signature.

La cérémonie de la signature revêtit une grande solennité. A 17 heures, plusieurs hauts fonctionnaires des Affaires Etrangères, ainsi que des membres des ambassades et légations des cinq pays firent leur entrée et s'assirent sur les fauteuils qui leur avaient été réservés sur l'estrade, derrière les fauteuils où devaient prendre place les signataires du pacte. Ceux-ci entrèrent dans la salle immédiatement après: successivement MM. Bidault, Bech, Bevin, Spaak et van Boetzelaer, accompagnés de leurs représentants diplomatiques accrédités à Bruxelles. Le Vicomte de Ghellinck van Varnewijck, chef du protocole, indiquait l'ordre des places: de gauche à droite MM. Spaak, Bidault, Bech, van Boetzelaer et Bevin. Derrière M. Spaak se trouvait M. Eyskens, Ministre des Finances de Belgique, derrière les autres Ministres avaient pris place leurs représentants diplomatiques: le Comte de Hauteclouque, Ambassadeur de France, M. Als, Ministre de Luxembourg, M. van Harinxma thoe Slooten, Ambassadeur des Pays-Bas, et Sir George W. Rendel, Ambassadeur de Grande-Bretagne.

Dès que les personnalités eurent pris place, la cérémonie commença. A l'invitation du Vicomte de Ghellinck, les représentants des cinq pays signèrent le pacte de Bruxelles: successivement MM. Spaak, Bidault, Bech, van Boetzelaer et Bevin; puis MM. Eyskens, de Hauteclouque, Als, van Harinxma thoe Slooten et Rendel.

A 17 heures 10, le traité était signé. Les cinq Ministres des Affaires Etrangères prirent ensuite la parole.

M. Spaak analysa l'essence du nouveau traité et en souligna l'importance exceptionnelle pour les pays signataires et pour la situation internationale.

Dans son discours, M. Georges Bidault qualifia le pacte de Bruxelles de pierre angulaire de l'Europe d'après-guerre.

M. Bech prononça le discours suivant :

Discours de Monsieur Bech.

« Il n'y a pas encore deux mois que M. Bevin annonça aux Communes que la Grande-Bretagne et la France offraient un Traité de garantie mutuelle aux Pays du Groupe Benelux, et que la Grande-Bretagne se proposait d'adopter une politique de "conciliation occidentale".

« En prenant la courageuse initiative d'engager son pays dans la voie de la collaboration européenne, l'éminent Homme d'Etat britannique a fait œuvre de bon et de grand Européen.

« Dans notre vieux monde européen qui, depuis la guerre, s'est douloureusement effrité, le Pacte d'assistance mutuelle économique, politique et militaire que nous allons signer dans quelques instants, constituera — j'en suis sûr — le noyau naturel et indispensable de la nouvelle solidarité qui fera renaître l'Europe de ses ruines et sauvera les valeurs morales et spirituelles qui ont fait sa gloire dans le passé.

« C'est avec un sentiment de fierté et avec émotion que j'appose la signature de mon pays au bas de ce Pacte, qui est l'expression toute naturelle de la communauté de destin de nos cinq pays, voisins dans l'espace et héritiers des mêmes grandes traditions morales, politiques et juridiques.

« Le moment est, pour le Luxembourg, doublement solennel, alors qu'il consacre l'abandon formel du statut de neutralité qui nous avait été imposé en 1867 par la Conférence de Londres.

« Notre patriotisme à la fois national et européen nous fait renoncer à une neutralité qui s'est avérée fallacieuse dans le passé et nous fait accepter, en pleine connaissance, les obligations qui pourront découler pour nous de notre signature en bas du Pacte.

« Fidèles à l'esprit de la Charte des Nations Unies, nous réaffirmons avec vous notre foi inébranlable dans la dignité de la personne humaine, qui est à la base de toutes nos institutions et de nos libertés constitutionnelles.

« Nul pays, plus que le petit Luxembourg, n'est conscient de l'interdépendance des Nations d'Europe et de la nécessité de leur entente.

« Il est déjà uni fraternellement à la Belgique par une Union Economique qui est en voie de s'étendre à la Hollande. Comment ne saluerait-il pas avec confiance et reconnaissance la nouvelle ère de coopération qui s'ouvre avec deux grandes puissances amies, la France et la Grande-Bretagne.

« Le Traité ne vaudra que par l'esprit dans lequel nous l'appliquerons. Il ne devra pas rester une profession de foi de plus.

« C'est surtout dans l'ordre économique que les Nations associées devront montrer qu'elles ont le courage des réalisations, en acceptant fran-

chement les sacrifices qui seuls rendent possible une collaboration économique, condition d'une paix durable.

« Dirigé contre personne, défensif et constructif à la fois, notre Pacte régional reste ouvert aux Nations de bonne volonté qui accepteront de poursuivre avec nous, dans la solidarité, la grande tâche indispensable au salut de tous. »

Après M. Bech, M. Bevin souligna que le pacte de Bruxelles n'est dirigé contre aucune autre nation, et M. van Boetelaer confirma que ce pacte marque la fin de la politique de neutralité suivie si longtemps par son pays.

Nous reproduisons ci-après le texte intégral du nouveau pacte :

Le Pacte de Bruxelles.

Son Altesse Royale le Prince Régent de Belgique, M. le Président de la République Française, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse de Luxembourg, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des mers,

Etant résolus

A affirmer leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, ainsi que dans les autres principes proclamés par la Charte des Nations Unies;

A confirmer et à défendre les principes démocratiques, les libertés civiques et individuelles, les traditions constitutionnelles et le respect de la loi, qui forment leur patrimoine commun;

A resserrer, dans cet esprit, les liens économiques, sociaux et culturels qui les unissent déjà;

A coopérer loyalement et à coordonner leurs efforts pour constituer en Europe occidentale une base solide pour la reconstruction de l'économie européenne;

A se prêter mutuellement assistance, conformément à la Charte des Nations Unies, pour assurer la paix et la sécurité internationale et faire obstacle à toute politique d'agression;

A prendre les mesures jugées nécessaires en cas de reprise d'une politique d'agression de la part de l'Allemagne;

A associer progressivement à leurs efforts d'autres Etats s'inspirant des mêmes principes et animés des mêmes résolutions;

Désireux de conclure à cet effet un Traité réglant leur collaboration en matières économique, sociale et culturelle, et leur légitime défense collective, ont désigné :

Son Altesse Royale le Prince Régent de Belgique, S. Exc. M. Paul-Henri Spaak, Premier Ministre, Ministre des Affaires Etrangères, et S. Exc. M. Gaston Eyskens, Ministre des Finances,

M. le Président de la République Française, Président de l'Union Française, S. Exc. M. Georges Bidault, Ministre des Affaires Etrangères, S. Exc. M. Jean de Hautecloque, Am-

bassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française à Bruxelles,

Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse de Luxembourg, S. Exc. M. Joseph Bech, Ministre des Affaires Etrangères, et S. Exc. M. Robert Als, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Luxembourg à Bruxelles,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, S. Exc. le Baron C. G. W. H. Van Boetelaer Van Oosterhout, Ministre des Affaires Etrangères, et S. Exc. le Baron Binnert Philip Van Harinxma thoe Slooten, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire des Pays-Bas à Bruxelles,

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Très Honorable Ernest Bevin, Membre du Parlement, Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères, et S. Exc. Sir George William Rendel, K. C. M. G., Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Bruxelles,

Qui, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE I^{er}.

Convaincus de l'étroite solidarité de leurs intérêts et de la nécessité de s'unir pour hâter le redressement économique de l'Europe, les Hautes Parties Contractantes organiseront et coordonneront leurs activités économiques en vue d'en porter au plus haut point le rendement, par l'élimination de toute divergence dans leur politique économique, par l'harmonisation de leur production et par le développement de leurs échanges commerciaux.

La coopération stipulée à l'alinéa précédent et qui s'exercera notamment par le Conseil Consultatif prévu à l'article VII ne fera pas double emploi avec l'activité des autres organisations économiques dans lesquelles les Hautes Parties Contractantes sont ou seront représentées et n'entravera en rien leurs travaux, mais apportera au contraire l'aide la plus efficace à l'activité de ces organisations.

ARTICLE II.

Les Hautes Parties Contractantes associeront leurs efforts par la voie de consultations directes et au sein des Institutions spécialisées, afin d'élever le niveau de vie de leurs peuples et de faire progresser, d'une manière harmonieuse, les activités nationales dans le domaine social.

Les Hautes Parties Contractantes se concerteront en vue d'appliquer le plus tôt possible les recommandations d'ordre social, émanant d'institutions spécialisées, auxquelles Elles ont donné leur approbation au sein de ces institutions et qui présentent un intérêt pratique immédiat.

Elles s'efforceront de conclure entre Elles, aussitôt que possible, des conventions de sécurité sociale.

ARTICLE III.

Les Hautes Parties Contractantes associeront leurs efforts pour amener leurs peuples à une compréhension plus approfondie des principes qui sont à la base de leur civilisation commune, et pour développer leurs échanges culturels, notamment par le moyen de conventions entre Elles.

ARTICLE IV.

Au cas où l'une des Hautes Parties Contractantes serait l'objet d'une agression armée en Europe, les autres lui porteront, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres.

ARTICLE V.

Toutes les mesures prises en application de l'article précédent devront être immédiatement portées à la connaissance du Conseil de Sécurité. Elles seront levées aussitôt que le Conseil de Sécurité aura pris les mesures nécessaires pour maintenir ou rétablir la paix ou la sécurité internationales.

Le présent Traité ne porte pas atteinte aux obligations résultant pour les Hautes Parties Contractantes des dispositions de la Charte des Nations Unies. Il ne sera pas interprété comme affectant en rien le pouvoir et le devoir du Conseil de Sécurité, en vertu de la Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

ARTICLE VI.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent, chacune en ce qui la concerne, qu'aucun des engagements en vigueur entre Elles ou envers des Etats tiers n'est en opposition avec les dispositions du présent Traité.

Elles ne concluront aucune alliance et ne participeront à aucune coalition dirigée contre l'une d'entre Elles.

ARTICLE VII.

En vue de se concerter sur toutes les questions faisant l'objet du présent Traité, les Hautes Parties Contractantes créeront un Conseil Consultatif qui sera organisé de manière à pouvoir exercer ses fonctions en permanence. Le Conseil siègera chaque fois qu'il le jugera opportun.

A la demande de l'une d'entre Elles, le Conseil Consultatif sera immédiatement convoqué en vue de permettre aux Hautes Parties Contractantes de se concerter sur toute situation pouvant constituer une menace contre la paix, en quelque endroit qu'elle se produise, sur l'attitude et les mesures à adopter en cas de reprise d'une politique d'agression de la part de l'Allemagne, ou sur toute situation mettant en danger la stabilité économique.

ARTICLE VIII.

Fidèles à leur détermination de ne régler leurs différends que par des voies pacifiques, les

Hautes Parties Contractantes conviennent d'appliquer entre Elles les dispositions suivantes :

Les Hautes Parties Contractantes régleront, pendant la durée de l'application du présent Traité, tous les différends visés par l'article 36, alinéa 3, du Statut de la Cour Internationale de Justice, en les portant devant la Cour sous les seules réserves que chacune d'entre Elles a faites en acceptant la clause de juridiction obligatoire, et pour autant qu'Elle les maintiendrait.

Les Hautes Parties Contractantes soumettront d'autre part à une procédure de conciliation tous différends autres que ceux visés à l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour Internationale de Justice.

En cas de différends complexes dont certains éléments relèvent de la conciliation et d'autres du règlement judiciaire, chaque Partie au différend aura le droit de demander que le règlement par la voie judiciaire des éléments juridiques du différend précède la procédure de conciliation.

Les stipulations qui précèdent ne portent pas atteinte aux dispositions ou accords applicables instituant toute autre procédure de règlement pacifique.

ARTICLE IX.

Les Hautes Parties Contractantes pourront décider, de commun accord, d'inviter tout autre Etat à adhérer au présent Traité aux conditions qui seront convenues entre Elles et l'Etat invité.

Tout Etat ainsi invité pourra devenir partie au Traité par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement Belge.

Ce Gouvernement informera les autres Hautes Parties Contractantes, du dépôt de chaque instrument d'adhésion.

ARTICLE X.

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés aussitôt que faire se pourra auprès du Gouvernement Belge.

Il entrera en vigueur à la date du dépôt du dernier instrument de ratification et restera en vigueur pendant cinquante ans.

A l'expiration des cinquante ans, chaque Haute Partie Contractante aura le droit de mettre fin au Traité, en ce qui la concerne, à condition d'adresser une déclaration à cet effet au Gouvernement Belge avec préavis d'un an.

Le Gouvernement Belge informera les Gouvernements des autres Hautes Parties Contractantes du dépôt de chaque instrument de ratification ainsi que de chaque déclaration de dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé le présent Traité et y ont apposé leur sceau.

Fait à Bruxelles, le 17 mars 1948, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé aux archives du Gouvernement Belge et dont copie certifiée conforme sera transmise par ce Gouvernement à chacun des autres signataires.

Deux grandes conférences à Luxembourg

Au cours du mois de mars, le public luxembourgeois a eu l'occasion d'applaudir deux conférenciers de marque : Son Eminence le Cardinal Gerlier, Archevêque de Lyon, Primat des Gaules, et Son Excellence M. Paul-Henri Spaak, Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères de Belgique.

Son Eminence Le Cardinal Gerlier.

Dans le cadre de l'Université Populaire Catholique, le Cardinal Gerlier parla au Volkshaus, le vendredi, 5 mars, sur « La vitalité chrétienne de la France ». Le Président de l'Université Populaire Catholique, M. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, présenta l'éminent conférencier à un auditoire extrêmement nombreux. Dans sa présentation, M. Reuter, après avoir esquissé la carrière brillante du Cardinal Gerlier, le remercia de l'accueil fraternel qu'il avait réservé dans l'archidiocèse de Lyon aux prêtres luxembourgeois expulsés par l'ennemi et de la protection qu'il n'avait cessé de prodiguer aux réfractaires luxembourgeois, traqués par la police allemande. Le Président Reuter ajouta que Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse avait reconnu ce jour-même

les grands mérites du Cardinal Gerlier envers le Luxembourg en conférant à Son Eminence les insignes de Grand-Croix de l'Ordre de la Couronne de Chêne.

Dans sa conférence, le Primat des Gaules s'efforça de démontrer par des faits précis que la France mérite bien de nos jours encore son ancien titre de gloire de fille aînée de l'Eglise. Se basant sur des chiffres impressionnants, le Cardinal prouva l'emprise croissante de l'idée chrétienne sur la jeunesse française, sur les milieux ruraux, les professions libérales, les masses ouvrières et l'élite intellectuelle. Particulièrement bien placé par son activité comme préposé aux œuvres diocésaines de Paris, le conférencier retraça avec un enthousiasme de militant le développement des œuvres qui en France traduisent la renaissance de l'idée chrétienne en une recrudescence de l'action catholique.

Le public très nombreux marqua par ses applaudissements soutenus son appréciation pour cette conférence que l'esprit fin du conférencier avait rendue encore plus attrayante. Nous relevons la présence de S. Exc. M. Alfred Loesch, Grand Maréchal de la Cour, du Ministre de Belgique, S. Exc. M. le Vicomte Berryer, du Chargé d'Affaires des Pays-Bas, M. van der Maesen de

Sombreff, de Mgr. Bornet, Evêque de Saint-Etienne, et de MM. les Ministres Bech, Margue, Eugène Schaus et Lambert Schaus.

Son Excellence Monsieur P. H. Spaak.

La conférence que le Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères de Belgique fit au Cercle Municipal sur la situation internationale, le 13 mars, avait été organisée par l'Union Royale Belge. Son Altesse Royale Monseigneur le Grand-Duc héritier honora la conférence de Sa haute présence. Le Gouvernement grand-ducal et le corps diplomatique accrédité à Luxembourg assistèrent au complet. M. H. Dieudonné, Président de l'Union Royale Belge, présenta le conférencier.

Le Ministre belge constata que, pendant les mois passés, une vague de peur s'est déroulée sur le monde, provoquée en grande partie par les échecs des nombreuses conférences internationales. Cet état d'esprit ne saurait être favorable au maintien de la paix; pour réaliser la libération de la crainte, le conférencier estima qu'un immense et loyal effort de compréhension doit être fait. L'antagonisme entre l'est et l'ouest étant à la base des échecs des diplomates, le

conférencier entreprit à expliquer la politique de l'Union Soviétique. Il soutint que l'URSS, inquiétée par l'attitude hostile de l'occident pendant les années suivant la première guerre mondiale, se borne à une politique défensive, d'autant plus que le Maréchal Staline ne s'est pas montré partisan de la révolution universelle.

Après avoir parlé du plan Marshall, dont il souligna la grande importance et l'urgence extrême, et signalé le projet de fédéralisation européenne, dû à l'initiative d'un groupe de parlementaires britanniques, le conférencier aborda la question du pacte de Bruxelles dont la signature était imminente. L'orateur réclama pour l'Europe occidentale le droit de s'organiser et de se consolider, droit qu'il n'hésita pas à accorder à l'Europe orientale, et souligna le caractère pacifique et purement défensif du pacte à l'égard de l'Allemagne. Malgré les difficultés d'exécution qui, de l'avis du conférencier, ne manqueront pas de se présenter, et malgré l'opposition acharnée que le pacte trouvera à l'intérieur chez certains partis, l'orateur conclut qu'à force d'audace, de volonté et de courage les démocraties parviendront à résoudre les problèmes d'après-guerre.

L'orateur fut longuement applaudi par le public extrêmement nombreux.

Accord culturel belgo-luxembourgeois

Un nouvel accord concernant les relations culturelles entre la Belgique et le Grand-Duché vient d'être mis au point par les Ministères compétents des deux pays. Destiné à remplacer l'accord de 1923 qui réglait avant tout la collaboration dans le domaine scolaire, le nouvel accord prévoit des possibilités d'échanges plus larges en s'étendant à toutes les formes de l'activité culturelle. La compénétration intellectuelle des deux pays est intensifiée par l'organisation de manifestations artistiques et scientifiques, par la création de bourses d'études, l'organisation de cours de vacances et de voyages d'art, la propagation du tourisme des jeunes, l'échange de personnel enseignant et d'élèves. Une commission mixte est prévue pour régler les modalités d'exécution.

L'accord a été signé le 27 mars à Luxembourg au nom de la Belgique par M. Camille Huysmans, Ministre de l'Instruction Publique, et le Vicomte Joseph Berryer, Ministre de Belgique à Luxembourg; au nom du Grand-Duché par MM. Joseph Bech, Ministre des Affaires Etrangères, et Nicolas Margue, Ministre de l'Education Nationale.

Assistaient à la cérémonie du côté belge M. P. Vanheerswynghels, Conseiller de Légation, M. J. Kuypers, Secrétaire Général du Ministère de l'Instruction Publique, M. G. Verecken, Directeur des Relations Extérieures au Ministère de l'Instruction Publique; du côté luxembourgeois M. Louis Simmer, Conseiller de Gouvernement, et M. Mathias Thinnès, Attaché au Ministère de l'Education Nationale.

La Reconstruction dans le domaine des Ponts et Chaussées

Lors des discussions budgétaires il a été unanimement fait éloge des efforts de l'Administration des Ponts et Chaussées dans le domaine de la reconstruction de notre réseau routier.

Voici un aperçu de ces efforts pendant l'année 1947:

Pour ce qui concerne les routes et chemins repris, l'Administration des Ponts et Chaussées

a fait procéder au cylindrage de 13.756 m³ de pierraille sur une surface de 155.508 m² et au goudronnage de 854.149 m² de chaussée. Elle a réparé les flaches et décollages sur 1.700 km., mis en état 8.000 m² d'accotements ainsi que les fossés sur 30 km. de route, et refait 5.353 m² de pavage en totalisant une dépense de 15.237.896 francs rien que pour les routes et

chemins repris, alors que les travaux de réfection, comprenant toutes fournitures pour l'empierrement de la voie charretière, travaux de cylindrage, mis en état des accotements, fossés, buses et dalots, des chemins vicinaux ont coûté en 1947 la somme de 3.627.962,93 francs.

Les ouvrages d'art n'ont pas été négligés. Six ponts ont été reconstruits dans l'arrondissement de Luxembourg, sept dans l'arrondissement de Diekirch en plus de la réparation et du renforcement de différents ponts et ponceaux et de l'entretien des ponts provisoires.

La dépense totale pour la reconstruction des ouvrages d'art s'élève à 9.050.823,96 francs, dont 133.918,— francs pour la construction de buses

et dalots, 491.495,50 francs pour la construction de murs de soutènement (135 m³) et de garde-corps.

Le déblaiement des lits des cours d'eau, les travaux de renouvellement de la signalisation, du balisage et des plantations ont donné lieu à une dépense de 1.192.572,— francs.

La réparation des canalisations et distributions d'eau a coûté 149.459,— francs.

En somme, au cours de l'année 1947, des travaux de reconstruction ont été réalisés pour 29.258.713,89 francs.

Le tableau suivant donne un aperçu sur la reconstruction totale accomplie depuis la libération jusqu'à la date du 31 décembre 1947.

| Dommages de guerre constatés | | Sommes engagées jusqu'à ce jour | | |
|------------------------------|-------------|------------------------------------|------------------------------------|------------|
| | | 1945 | 1946 | 1947 |
| Routes | 88.000.000 | 25.000.000 = 86.000.000 | 42.000.000 = 1/3 rond du dégât. | 19.000.000 |
| Chemins repris . . | 93.000.000 | | | |
| Chemins vicinaux | 93.000.000 | | | |
| Ponts | 180.000.000 | 2.700.000 | 2.900.000 | 8.400.000 |
| | | = 14.000.000 = 1/13 rond du dégât. | | |

La reconstruction de la voirie achevée pour le tiers en trois années absorberait encore six autres années pour être de la sorte totale en 1954. Toutefois il faut noter que la remise en état de bonne viabilité des routes de l'Etat pourra être assurée en 1948. Le délai de 1954 vaudra donc uniquement pour la réfection des chemins repris et de la voirie vicinale.

Parlant ensuite des ouvrages d'art, nous constatons que le restant du programme total, en tenant compte des sommes prévues pour 1948, absorberait encore quelque vingt ans.

Or, la durée des ponts provisoires en bois est comprise entre cinq et dix années à partir de

1945. La plupart de ces ponts seront dès lors à reconstruire d'ici 1954, à moins que l'on ne veuille dépenser des sommes appréciables pour l'entretien des ponts provisoires.

La conclusion qui se dégage de cette constatation est que pendant les années à venir les autorités compétentes doivent procurer les moyens nécessaires pour la reconstruction définitive des ouvrages d'art à l'Administration des Ponts et Chaussées, qui est prête à faire un effort supplémentaire pour mener à bien cette grande, mais si belle tâche.

La situation démographique du Grand-Duché de Luxembourg

Au sortir de la seconde guerre mondiale, l'opinion publique luxembourgeoise constate avec effroi qu'elle se trouve devant un grave problème: la dénatalité.

Certes, l'occupation allemande, l'offensive von Rundstedt, les incertitudes du lendemain y sont pour quelque chose, mais ce qui est indubitablement grave, c'est que le Luxembourg ne bénéficie pas de la reprise — occasionnelle peut-être — de la natalité en Europe occidentale après la libération.

Les chiffres sont impressionnants. En 1900, on constatait sur 1000 habitants 30 naissances et 21 décès; en 1940, 13 naissances et 12 décès. Actuellement donc on compte sur 1000 personnes un excédent de 1 à 2 naissances sur les décès. Cet excédent s'élève pour les années de guerre à 12 en Hollande, 8 en Suisse et en Italie, 7 en Norvège, 12 au Danemark, 9 en Finlande, 5 en Angleterre.

Le vieillissement de la population est illustré par les chiffres suivants: en 1910, les moins de trente ans représentaient 58 % de la population; en 1934, cette proportion est de 48 % (Hollande 54 %).

Le fléau de la dénatalité dans les campagnes se développe parallèlement au processus de la dépopulation. En 1907, les campagnes retenaient 36 % de la population; en 1935, 20 %. De 90.000, le nombre de la population des campagnes est tombé à 61.000. Le paysan luxembourgeois, dont le standard de vie a augmenté d'une façon inouïe depuis 1913, est devenu malthusianiste. Il est indéniable d'ailleurs que la paysannerie traverse une crise morale.

Parfois, le manque de travail favorise la dénatalité et c'en est là l'explication. Il n'en est pas ainsi au Luxembourg qui a dû favoriser l'immigration massive. Ainsi, en 1927, il y avait 48.000 étrangers au Grand-Duché (soit 17 % de

la population, dont 19.000 Allemands); en 1930, on en comptait 56.000 (dont 23.000 Allemands); en 1935, 38.000. Dans le seul canton industriel d'Esch il y avait 31 % d'étrangers. Le Luxembourg, de tous les pays d'Europe, était le plus xénophile. En 1935, quand sa population comptait 13 % d'étrangers, celle de la France en comptait 7 %, celle de la Belgique 4 %, celle de la Hollande et de l'Allemagne 1 à 2 %.

Ces étrangers furent très souvent politiquement incorporés, soit par option, soit par naturalisation. Ainsi, sur 258.000 Luxembourgeois en 1935, on en comptait 22.000 qui n'étaient pas Luxembourgeois par filiation. On a pu constater que, grâce à cette infiltration, le pays était recouvert d'un réseau d'activistes nazis dès le lendemain de l'invasion. C'était une invasion préliminaire à froid. C'est à ces groupes allemands qu'incombe en grande partie la responsabilité des énormes pertes en hommes du Grand-Duché: victimes politiques: 1.100, victimes par faits de guerre: 1.041, enrôlés de force décédés: 2.532, manquants: 1.895; soit au total 6.568 hommes dans la force de l'âge, c'est-à-dire $\frac{1}{46}$ de la population. C'est là une perte, pour ainsi dire, irréparable qui, dans quelques années, se traduira par des années creuses. C'est, d'autre part, grâce à une immigration massive que le chiffre absolu de la population a pu rester à peu près constant.

Quelles sont les causes de cet état de choses? Déclin de la moralité, fréquence du divorce, répression insuffisante des manœuvres contre la natalité, législation sociale déficiente, manque de logement, manque de travail? C'est difficile à dire, mais il est certain que le pays possède une législation sociale très avancée (allocations familiales, dégrèvements fiscaux pour charges familiales, prime de naissance); il est certain aussi que le nombre des divorces n'est pas alarmant et qu'au contraire le nombre des mariages par année est très satisfaisant. Il est tout aussi certain que l'agriculture luxembourgeoise, à elle seule, manque de près de 5.000 paires de bras.

Les moralistes et les médecins peuvent discuter des causes de cet état de choses et, en attendant, il est intéressant de noter que les propositions pour l'imminente révision constitutionnelle, élaborées par la Commission spéciale de la Chambre des Députés, contiennent une disposition qui a pour but la protection de la famille luxembourgeoise.

Art. 11, alinéa 2: « Le mariage, comme fondement de la vie de famille, de la conservation et de l'accroissement de la Nation, est placé sous la protection de l'Etat. »

Pour pallier aux effets parfois désastreux de l'infiltration étrangère, la Commission a proposé l'adoption de l'art. 10, alinéa 2: « L'étranger qui acquiert la nationalité luxembourgeoise soit par naturalisation, soit par option, est assimilé aux Luxembourgeois d'origine pour l'exercice des droits politiques et des droits publics, sauf les exceptions prévues dans les lois sur l'indigénat. »

Ainsi un stage de plusieurs années pourra être imposé aux étrangers qui entreront nécessairement dans la communauté luxembourgeoise, au cours duquel ils ne pourront exercer les droits politiques et même certains droits publics. Il est à espérer pourtant que les gouvernements ne se berneront pas dans l'illusion qu'on peut combattre une hémorragie par des paragraphes.

Le fait brutal demeure. Pendant les dernières quinze années il y eut 40.000 berceaux de moins que de 1900 à 1914.

Il est certain qu'actuellement le Gouvernement se sent gêné, parce que chaque réalisation sociale coûte cher et qu'on ne peut plus serrer la vis de la fiscalité sans risque de mettre l'édifice en danger. Il sera difficile de continuer dans le même rythme. Du moment que le nombre de gens travaillant dans la production a tendance à baisser, du moment que les vieux deviennent plus nombreux que les jeunes, aucun gouvernement ne peut à la fois s'occuper avec succès des salariés et des retraités. C'est une lapalissade économique.

Une autre constatation s'impose: Les écoles du bassin minier sont plus remplies que jamais, alors que celles des villages ferment leurs portes. Cette tendance ne manquera pas de rompre un jour l'actuel équilibre économique du pays.

De plus, le Grand-Duché se trouve engagé aux côtés de la Belgique avec la Hollande dans l'entreprise « Benelux ». D'ici quelque temps la caisse commune sera instaurée. La clef de répartition de cette caisse sera le chiffre de la population. Si on songe que ce critère est toujours défavorable au Luxembourg, pays industrialisé dont les importations sont disproportionnées par rapport au volume de la population, on comprendra que de bons esprits peuvent s'alarmer de la dénatalité.

Cérémonie d'adieu au Cimetière militaire américain de Hamm

Des centaines de familles américaines ayant exprimé le désir de voir rapatrier les corps de leurs parents, tombés au champ d'honneur, des travaux d'exhumation commenceront prochainement au cimetière militaire de Hamm.

Le dimanche, 14 mars, une cérémonie d'adieu eut lieu à Hamm, à laquelle assistaient Son Altesse Royale Monseigneur le Grand-Duc héritier, les Généraux américains Huebner et Peckham, les représentants diplomatiques de Bel-

gique, de France, des Etats-Unis, d'Angleterre et des Pays-Bas, M. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, MM. les Ministres Margue, Eugène Schaus, Lambert Schaus et Osch. Plusieurs milliers de spectateurs poursuivaient les cérémonies.

Dans son allocution, le Général Clarence R. Huebner, Commandant en Chef des Forces Armées américaines en Europe, évoqua la personnalité légendaire du Général Patton et le souvenir de ses huit mille compagnons d'armes qui reposent à Hamm. Le Général exprima ensuite la gratitude du peuple américain pour les soins que les Luxembourgeois ont pris des glorieux morts de l'armée des USA.

Après que la maîtrise de la Cathédrale, sous la direction de M. l'abbé Dr J.-P. Schmit, eut exécuté deux chants liturgiques, M. George P. Waller, Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique à Luxembourg, prit la parole pour adresser un dernier adieu aux morts qui partiront pour la terre natale.

Dans son allocution, M. Lambert Schaus, Ministre de la Force Armée, exprima les regrets du peuple luxembourgeois de voir disparaître les tombes de Hamm devenues sacrées pour notre population, parce qu'elles renferment les reliques

de ceux qui sont venus mourir dans nos Ardennes pour nous libérer.

M. le Ministre Schaus conclut en ces termes:

« Nous veillerons les tombes qui nous restent, dans un esprit de reconnaissance, mais aussi dans un esprit de vigilance. Il faudra que le sacrifice de tant de jeunes vies, enterrées dans ce cimetière ou par ailleurs dans le vaste monde, n'ait pas été inutile. Nous prierons le Tout-Puissant, celui qui mène les nations et les peuples, pour qu'à l'avenir le fléau de la guerre nous soit épargné. Mais nous devons faire nous-mêmes notre devoir, dans toute la mesure de nos faibles forces, pour sauvegarder la liberté reconquise au prix de tant de larmes, de sueur et de sang.

« Devant ces croix de bois, nous promettons de choisir la liberté. »

Au nom de la Maison Souveraine, Son Altesse Royale Monseigneur le Grand-Duc héritier déposa une superbe couronne au pied du drapeau étoilé.

Un peloton de l'armée luxembourgeoise tira trois salves d'honneur, la « Sonnerie aux Morts » retentit dans le calme de la vaste clairière, les hymnes nationaux saluèrent une dernière fois l'armée des morts de Hamm. Ainsi se termina cette cérémonie émouvante.

Prix de littérature 1947

Le jury pour l'attribution du prix de littérature de 1947, nommé par arrêté ministériel du 28 juillet 1947 et composé de:

MM. Jean-Pierre Erpelding, Professeur, Président,

Antoine Bourg, Professeur,

Joseph Hess, Professeur,

Ernest Bisdorff, Professeur,

Albert Hœfler, Rédacteur en Chef de l'« Obermoselzeitung »,

vient de remettre son rapport final au Ministre des Arts et des Sciences.

Suivant ce rapport, 50 ouvrages ont été présentés au concours, dont 21 de langue allemande, 15 de langue luxembourgeoise et 14 de langue française.

Pour des raisons d'équité, le jury a proposé de partager le montant prévu et d'attribuer trois prix, l'un à une œuvre allemande, l'autre à une œuvre française et le troisième à une œuvre luxembourgeoise.

Le jury a été unanime à proposer:

pour le prix de littérature allemande: « Der Verräter », par Nikolaus Hein (nouvelle inédite);

pour le prix de la littérature française: « Les désirs de Jean Bachelin », par Joseph Leydenbach;

pour le prix de littérature luxembourgeoise: « E Summerdrâm », par Marcel Reuland (remarquable surtout pour sa langue).

Ces propositions ont été approuvées par le Ministre des Arts et des Sciences.

Pour la reconstruction de la Basilique d'Echternach

Exposition Reckinger au Musée de l'Etat.

Le peintre Mathias Reckinger, professeur de dessin au Lycée classique d'Echternach, a fait don d'une quarantaine de ses toiles à la Société pour la reconstruction de la basilique d'Echternach. Les œuvres ont été exposées dans les salles du Musée de l'Etat à Luxembourg. L'exposition comprenait également les projets pour

la reconstruction de la basilique Saint-Willibrord, élaborés par M. Hubert Schumacher, architecte de l'Etat-Directeur, en collaboration avec M. Michel Heintz, architecte de l'Etat adjoint, et plusieurs statues antiques, restaurées avec les crédits réservés aux Monuments Historiques, par les ateliers de M. Albert Hames, assistant tech-

nique du Musée de l'Etat, sous la surveillance de la Commission pour la Restauration des Edifices Religieux.

L'exposition a été inaugurée le 17 mars 1948, en présence de M. Robert Schaffner, Ministre de la Reconstruction, M. George P. Waller, Chargé d'Affaires des Etats-Unis, des représentants de M. le Ministre des Arts et Sciences et de Monseigneur l'Evêque de Luxembourg, et de nom-

breuses personnalités du monde intellectuel et artistique.

M. le Dr Speck, député, président de la Société pour la reconstruction de la basilique Saint-Willibrord, remercia le généreux donateur d'avoir mis son pinceau au service de la reconstruction du sanctuaire national d'Echternach.

L'exposition resta ouverte jusqu'au 30 mars et connut un succès remarquable.

Dans la Presse luxembourgeoise

Le 23 mars 1948, le quotidien catholique « Luxemburger Wort » a pu célébrer son centième anniversaire. Tiré pour la première fois le 23 mars 1848, le « Luxemburger Wort » paraît quotidiennement depuis l'année 1864. A cette occasion, le « Luxemburger Wort » a publié un numéro spécial.

Le quotidien indépendant « Obermosel-Zeitung » et l'organe de la Résistance « D'Unio'n » ont annoncé leur intention de fusionner, pour former le « Letzeburger Journal ». Le premier numéro du « Letzeburger Journal » a paru le 5 avril.

Nouvelles de la Cour

Le 5 mars 1948, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience Son Eminence le Cardinal Gerlier, Archevêque de Lyon, Primat des Gaules, et Son Excellence Monseigneur Etienne Bornet, Evêque titulaire de Tenedos, Evêque auxiliaire de Lyon.

A cette occasion, Son Altesse Royale a remis à Son Eminence le Cardinal Gerlier les insignes de Grand-Croix de l'Ordre National de la Couronne de Chêne et à Monseigneur Bornet ceux de Commandeur du même Ordre.

Le même jour, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience M. Hector Dieudonné, Président de l'Union Royale Belge, et lui a remis les insignes de Grand-Officier de l'Ordre d'Adolphe de Nassau.

Le 8 mars 1948, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience M. Henri Rolin, Président du Sénat de Belgique, en présence de Son Excellence M. le Vicomte Berryer, Ministre de Belgique à Luxembourg.

Le Mois à Luxembourg

2 mars: Au Théâtre Municipal, le Théâtre de l'Atelier de Paris, sous la direction d'André Barsacq, présente « L'Agrippa ou La Folle Journée », comédie d'André Barsacq.

Conférence de M. Guy Mollet, Secrétaire Général de la S.F.I.O., sur la situation actuelle en France et en Europe.

4 mars: Conférence avec projections lumineuses sur « L'Assèchement du Zuidersee », organisée par le Comité de Rapprochement belgo-néerlandais-luxembourgeois, avec le concours de M. Volker, ingénieur néerlandais.

6 mars: A la salle des fêtes de l'Arbed, conférence intitulée « Les Fondations de Recherches Scientifiques en Belgique et au Congo », organisée par l'Union Royale Belge. Conférencier: M. Jean Willems, Directeur du Fonds de Recherches Scientifiques et de la Fondation Universitaire à Bruxelles.

7 mars: La Chorale « Sainte-Cécile » de Notre-Dame de Luxembourg donne en la Cathédrale un concert spirituel sous la direction de M. l'abbé Dr Jean-Pierre Schmit.

Dans le cadre de l'assemblée générale de la British-Luxembourg Society, M. Charles Heuertz, Conseiller aux Assurances Sociales, fait une causerie intitulée « I shan't forget ».

8 mars: Au Palais de Justice, sous les auspices du Jeune Barreau, conférence de M. Henri Rolin, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, Président du Sénat belge, professeur à l'Université libre de Bruxelles, sur l'« Inégalité des Etats dans l'organisation internationale ».

12 mars: Au Théâtre Municipal, le Centre Dramatique de l'Est présente « Tartuffe », comédie en cinq actes de Molière, et « L'Anglais tel qu'on le parle » de Tristan Bernard, avec

le concours de Fernand Ledoux de la Comédie Française.

Au Couvent Howald des Prêtres du Sacré-Cœur a lieu une Conférence Internationale de dirigeants scouts catholiques, convoquée par la Fédération des Scouts du Luxembourg. Elle groupe des délégués des pays suivants: Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse. Au cours des journées d'études, les congressistes sont reçus par le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg. Son Altesse Royale Monseigneur le Grand-Duc héritier, chef-scout du Luxembourg, et M. le Ministre de l'Education Nationale assistent à une des réunions du congrès.

- 13 mars: A l'Hôtel de Ville, sous les auspices des « Amitiés Françaises », conférence de M. Jean-Louis Bory, lauréat du Prix Goncourt 1945 (« Mon village à l'heure allemande ») sur « Les divers aspects du roman français dans la littérature moderne ».

A la salle des fêtes de l'Arbed, sous les auspices de l'Association des Ingénieurs et Industriels et de la Section des Sciences de l'Institut grand-ducal, conférence avec projections lumineuses de M. Louis Leprince-Ringuet, Professeur de Physique à l'Ecole Polytechnique de Paris, sur « Les Rayons cosmiques ».

- 14 mars: Au Théâtre Municipal, deuxième spectacle lyrique de la saison. Présentation de l'opéra comique en quatre actes de G. Rossini « Le Barbier de Séville », paroles de Castil Blaise d'après Beaumarchais, avec le concours des premiers emplois du Théâtre National de l'Opéra Comique de Paris. Orchestre et chœurs de Radio-Luxembourg sous la direction de Henri Pensis.

A l'Hôtel de Ville, sous les auspices de la British-Luxembourg Society, conférence en langue française de Mr. C. H. de Sausmarez, B. A., délégué du British Council pour la Belgique, sur « L'Empirisme britannique ».

- 17 mars: Conférence de M. Paul Weber, Secrétaire général de la Chambre de Commerce, sur « La situation actuelle en Allemagne ».

- 18 mars: Au Théâtre Municipal, les « Amis de la Musique » organisent un grand concert symphonique avec le concours de M^{lle} Raymond Verrando, Violoncelliste, et l'orchestre de Radio-Luxembourg sous la direction de Henri Pensis.

A l'Hôtel de Ville, conférence de M^e Le Goff, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Tours, sur « Anatole France à la Béchellerie ».

- 19 mars: Le Vicomte Joseph Berryer, Ministre de Belgique à Luxembourg, invite la Presse à une conférence sur la Foire Internationale de Bruxelles, tenue par M. l'échevin Cooremans de Bruxelles dans les salons de la Légation de Belgique.

- 20 mars: Au Théâtre Municipal, le Théâtre National de Belgique présente « La Femme Silencieuse », comédie de Ben Jonson, et « Le Mariage Forcé » de Molière.

- 21 mars: A l'Hôtel de Ville, conférence de M. Gérard Bauer, Président de la Société des Gens de Lettres de France, sur « Trente ans de souvenirs de théâtre français, de Rostand à Giraudoux ».

Au Palais Municipal, présentation par l'orchestre du Conservatoire sous la direction de M. Lucien Lambotte, Directeur du Conservatoire, du psaume symphonique d'Arthur Honegger « Le Roi David », avec le concours de M^{lles} Josette Jacoby et Stéphanie Fedczuk, soprani, M^{me} Simone Boyer, alto, M. Nicolas Schuh, ténor, M. Eugène Heinen et M^{lle} Yvette Esch, récitants, et les chœurs de la Chorale Mixte.

- 26 mars: Dans le cadre des accords culturels belgo-luxembourgeois, l'Orchestre de Chambre et les solistes et chœurs du Conservatoire de Liège interprètent au Cercle Municipal « La Passion selon Saint-Matthieu » de Jean-Sébastien Bach.

- 31 mars: Au Théâtre Municipal, le « Hémechts-theater » présente « Aus dem Zoppekomp », Revue 1948.

Conférence organisée par l'Association Radio-Luxembourg sur le « Radio-Guidage ». Conférencier: M. l'ingénieur Procureur de Bruxelles.